

LES MONNAIES

LA CIRCULATION D'UNE PIÈCE D'OR AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Tandis que j'ai la parole, j'aimerais répondre à une question que m'a posée l'autre jour le député de Skeena. Il voulait savoir si je songerais à faire des pièces d'or de \$20, qui seront frappées par l'Hôtel des monnaies l'an prochain, des pièces dites de collectionneurs, afin qu'elles puissent être admises aux États-Unis. Nous avons posé la question aux autorités des États-Unis, qui nous ont donné la réponse suivante:

Comme les pièces d'or canadiennes de \$20 seront frappées uniquement pour fin de vente aux collectionneurs et non destinées à être mises en circulation, elles ne seront pas considérées comme étant de valeur exceptionnelle pour les numismates, aux termes de l'article 54.20 (d) des *Treasury Department Gold Regulations* et ne pourront être importées aux États-Unis.

Il n'en serait pas autrement, me dit-on, si les pièces d'or étaient ce qu'on appelle dans le commerce des monnaies des pièces de collectionneurs.

L'IMMIGRATION

LE TRANSPORT DES MENNONITES DU MEXIQUE AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'ai dit, hier, au député de Lisgar que je lui ferais rapport au sujet des travailleurs mennonites dont il a signalé la présence au Manitoba. Un rapport préliminaire m'a été remis et une enquête est en cours. J'espère recevoir le rapport complet incessamment, et je répondrai à la question à ce moment-là.

M. George Muir (Lisgar): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Lorsque le ministre étudiera le rapport définitif voudrait-il dire à la Chambre si ces immigrants dont il est question se sont conformés aux règlements canadiens de l'hygiène pour les personnes qui pénètrent au Canada?

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, nous enquêtons sur les deux aspects, à savoir l'hygiène et l'immigration.

L'EMBAUCHE D'ÉTUDIANTS AU MINISTÈRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Est-ce vrai [L'hon. M. Sharp.]

que son ministère a lancé un programme visant à embaucher 500 diplômés d'université?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Pas que je sache.

[Français]

LA GENDARMERIE ROYALE

ON DEMANDE SI UN RAPPORT A ÉTÉ SOUMIS AU CABINET AU SUJET D'UNE CERTAINE PERQUISITION À LONGUEUIL, P.Q.

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser à l'honorable Solliciteur général du Canada mais, en son absence, pourrais-je la poser à l'honorable ministre de la Justice et Procureur général et lui demander s'il a reçu, ou si le cabinet a reçu, un rapport au sujet de la perquisition effectuée par la Gendarmerie royale chez un M. Denoncourt, de Longueuil, au cours de laquelle des dossiers politiques et les documents d'un parti politique auraient été saisis?

[Traduction]

LE GAZ NATUREL

DOCUMENTS PRÉSENTÉ PAR LA «TRANS- CANADA PIPE LINES» À LA «FEDERAL POWER COMMISSION»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Colin Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Lui a-t-on signalé les nouvelles venant de Washington et portant que la *Federal Power Commission* a demandé à la *Trans Canada Pipe Lines* de prouver que la copie qu'elle lui a présentée de la lettre déposée à la Chambre par le ministre est authentique? Le ministre a-t-il communiqué à ce sujet avec la F.P.C.?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Malheureusement, la copie de la lettre en question ne portait pas d'en-tête. La compagnie a envoyé une nouvelle copie du document original à la *Federal Power Commission*.

M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. A-t-on demandé au ministre de fournir des copies de deux autres lettres mentionnées dans la première dont la *Federal Power Commission* demande maintenant de prouver l'authenticité?

L'hon. M. Pepin: Hier, le gouvernement a consenti à déposer à la Chambre toute la correspondance sur le sujet. Je crois savoir